

Arrêté préfectoral n° 260-DDPP-24 en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement mettant en demeure la société PISCINES DESJOYAUX à La FOUILLOUSE de respecter certaines prescriptions applicables à ses installations

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 514-5, L. 512-7, L. 541-15-11 ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu le décret n°2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement, codifié aux articles D.541-360 à D.541-364 du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 février 1999 réglementant les activités de la société Piscines Desjoyaux (ex société Forez Piscines), zone industrielle du Bas Rollet – 42 Avenue Benoît Fourneyron sur la commune de La Fouillouse ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2020 portant mise à jour de l'étude de dangers ;
Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 12 juillet 2024, à la suite d'une visite sur le site exploité par la société Piscines Desjoyaux à La Fouillouse effectuée le 10 juillet 2024 ;
Vu le courrier de l'inspection des installations classées transmettant à la société Piscines Desjoyaux à La Fouillouse, son rapport suite à la visite du 10 juillet 2024 et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, annexé au rapport de l'inspection des installations classées du 10 juillet 2024, porté à la connaissance de l'exploitant et valant contradictoire, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
Vu l'absence d'observation de la société Piscines Desjoyaux ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a, lors de l'inspection du 28 février 2024, demandé à la société Piscines Desjoyaux à La Fouillouse de s'assurer de la mise en œuvre des prescriptions applicables aux stockages des granulés plastiques imposées par le décret du 16 avril 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a, lors de l'inspection du 10 juillet 2024, constaté que la société Piscines Desjoyaux piscines desjoyaux à La Fouillouse entre dans le champ d'application du décret du 16 avril 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société Piscines Desjoyaux à La Fouillouse n'a pas mis en œuvre les dispositions imposées par le décret du 16 avril 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où en l'absence d'équipements prévenant les rejets canalisés de granulés plastiques industriels dans l'environnement, de procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement et d'audit de ces procédures, des granulés plastiques industriels sont susceptibles d'être dispersés dans l'environnement du fait de l'activité de la société Piscines Desjoyaux à La Fouillouse ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement susvisé, de mettre en demeure la société Piscines Desjoyaux à La Fouillouse de respecter les dispositions du décret du 16 avril 2021 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure de respecter les obligations en matière d'équipements prévenant les rejets canalisés de granulés plastiques industriels dans l'environnement

La société Piscines Desjoyaux est mise en demeure, en ce qui concerne son activité de production de panneaux et structures de piscines en matières plastiques, sise sur le territoire de la commune de La Fouillouse, de respecter, sous un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article D.541-361 du code de l'environnement.

Article 2 – Mise en demeure de respecter les obligations en matière de procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement

La société Piscines Desjoyaux est mise en demeure, en ce qui concerne son activité de production de panneaux et structures de piscines en matières plastiques, sise sur le territoire de la commune de La Fouillouse, de respecter, sous un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article D.541-362 du code de l'environnement.

Article 3 – Mise en demeure de respecter les obligations en matière d'audit des procédures par un organisme accrédité visant à prévenir la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement

La société Piscines Desjoyaux est mise en demeure, en ce qui concerne son activité de production de panneaux et structures de piscines en matières plastiques, sise sur le territoire de la commune de La Fouillouse, de respecter, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article D.541-364 du code de l'environnement.

Article 4 - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu au même article, des sanctions financières seront proposées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 5 – Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Lyon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de juridiction administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 6 – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de La Fouillouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le

6 SEP. 2024

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :

- Société Piscines Desjoyaux
- Mairie de La Fouillouse
- DREAL
- Archives
- Chrono

